



PRISE DE POSITION DE MARCO TADDEI

Cent ans en faveur du dialogue tripartite

La structure tripartite de l'OIT favorise le dialogue. Elle contribue à créer des emplois décents dans le monde.

Née en 1919 d'un idéal de justice sociale, l'Organisation internationale du travail (OIT) souffle cette année ses cent bougies. Une bonne occasion pour rappeler l'attachement des employeurs suisses à la seule institution tripartite de l'ONU qui réunit des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs.

Ce soutien ne doit rien au hasard. En favorisant le dialogue tripartite dans la recherche de solutions aux problèmes du monde du travail, l'OIT contribue en effet à créer des emplois décents et à faire respecter les droits de l'homme dans les entreprises.

L'OIT a pour mission d'élaborer des normes internationales du travail et d'en contrôler l'application. À ce jour, la Suisse a ratifié 60 conventions de l'OIT, dont les huit normes dites « fondamentales ». L'Union patronale suisse appuie la pratique du Conseil fédéral consistant à ne ratifier des standards internationaux que si ces derniers sont compatibles avec le droit suisse. Elle apporte sa modeste contribution aux travaux de l'OIT puisqu'une délégation patronale participe chaque année à la Conférence internationale du travail (CIT) à Genève.

Fondée il y a un siècle sous l'égide du Traité de Versailles, l'OIT serait-elle devenue désuète à l'ère de la mondialisation et de la numérisation ? Assurément non. En phase avec son temps, l'OIT accompagne les profondes mutations qui affectent le monde du travail. Ces dernières années, plusieurs sujets d'actualité, qui sont au cœur des préoccupations des employeurs, ont été inscrits à l'agenda de l'organisation.

Mentionnons par exemple l'adoption en 2015 d'une résolution de l'OIT destinée aux PME qui réclame la création d'emplois au sein de cette catégorie d'entreprises. Deux mesures phares sont mises en avant : la simplification des réglementations et l'amélioration de l'accès des PME au financement.

Rappelons également la résolution sur la promotion du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, adoptée en 2016. Ce texte revêt un intérêt particulier pour la petite économie ouverte qu'est la Suisse. Les délégués de l'OIT se sont alignés sur la position des employeurs en adoptant des recommandations fondées sur les principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Plus important encore : en vue de son centenaire, l'OIT a lancé l'initiative sur le futur du travail qui se concrétisera par l'adoption d'une Déclaration mondiale sur l'avenir du travail lors de la CIT de juin 2019. Les nouvelles formes de travail, le dialogue social, la protection sociale et la formation continue seront au centre des discussions.

Garante du respect des normes fondamentales du travail, l'OIT doit sa longévité à sa structure tripartite. À l'heure du repli identitaire et des nationalismes, cette spécificité en fait un forum international de réflexion et de dialogue unique qui contribue à améliorer les conditions de travail et, partant, la performance des entreprises à l'échelle mondiale.

Marco Taddei est responsable Politique patronale internationale et membre de la direction de l'Union patronale suisse (UPS), à Zurich.